



9^E

**DIALOGUE DE
HAUT NIVEAU**

**DÉMOCRATIE, LES DROITS DE L'HOMME ET LA
GOUVERNANCE EN AFRIQUE : TENDANCES,
DÉFIS ET PERSPECTIVES**

**FAIRE TAIRE LES ARMES EN CONSTRUISANT DES
DÉMOCRATIES RÉILIENTES ET UNE GOUVERNANCE
RESPONSABLE EN AFRIQUE**

10-11 DÉCEMBRE 2020 VIRTUEL



**FAIRE TAIRE
LES ARMES :**

Créer des conditions propices
au développement de l'Afrique

#DGTrends

www.au.int





AGA

Arquitectura de la Gobernanza Africana

Publication de l' Architecture de Gouvernance Africaine (AGA)

Comission de l'Union Africaine
Département des Affaires Politiques
Roosevelt Street, W21, K19
PO Box 3243
Addis Ababa
Ethiopia

@AUC_DPA
@AGA_Platform
www.au.int/aga

#DGTrends #Silencingtheguns

 @Aga_Platform  @Dgtrends_  DGTrends

CONTEXTE

En 2013, lors de la célébration du jubilé de l'Organisation de l'unité africaine, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont adopté la déclaration solennelle du cinquantenaire du panafricanisme et de la renaissance africaine, dans laquelle les dirigeants s'engagent à ne pas léguer le fardeau des conflits à la génération suivante. Les États membres se sont engagés à faire de la paix une réalité pour tous les Africains, à débarrasser le continent des guerres, des conflits civils, des violations des droits de l'homme, des crises humanitaires et des déplacements forcés et à prévenir les génocides. Ces efforts sont également fondés sur l'engagement des dirigeants africains, tel qu'il figure dans l'Acte constitutif de l'UA. L'Acte enjoint aux États membres de coordonner et d'intensifier leur coopération, leur unité, leur cohésion et leurs efforts pour parvenir à une vie meilleure pour les peuples d'Afrique. Plus précisément, l'Acte appelle à la protection et à la promotion des droits de l'homme et des peuples, à la consolidation de la gouvernance démocratique et de l'État de droit, ainsi qu'à la promotion de la justice sociale pour assurer un développement économique équilibré.

Pour donner une impulsion à ces engagements, l'Agenda 2063 de l'Union africaine a veillé à ce que les Aspirations 3 et 4 reflètent cet engagement.¹ L'Union a en outre endoctriné les questions de gouvernance démocratique et de paix par le biais de deux importantes architectures qui font avancer ces aspirations. L'Architecture africaine de gouvernance (AGA) et l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) s'articulent toutes deux autour de modalités spécifiques fondées sur l'engagement pris par les États membres de l'Union africaine.

Malgré cette évolution encourageante, les conflits violents restent au cœur de la tragédie en Afrique, plus d'un tiers de tous les conflits dans le monde ayant lieu en Afrique subsaharienne (36 %).² Cette année n'est pas différente, le continent a connu une poursuite des conflits violents malgré la pandémie mondiale de la Covid-19 et les appels au cessez-le-feu lancés par différents acteurs. Les conflits violents en Afrique ont fait d'innombrables victimes et détruit d'immenses ressources, tout en faisant reculer des décennies de progrès en matière de développement. Il devient de plus en plus évident que si des efforts durables ne sont pas faits pour relever les défis de l'Afrique en matière de paix et de sécurité, la réussite des aspirations de l'Afrique pour les 50 prochaines années, ainsi que les objectifs mondiaux de développement durable risquent d'être compromis.

La compréhension des moteurs de conflit, ainsi que de la fragilité est un point de départ essentiel pour apporter des réponses appropriées qui peuvent efficacement prévenir, gérer ou résoudre les conflits violents en Afrique. Trois causes profondes de conflit peuvent être présentées comme des moteurs structurels de conflit : le déficit de développement, le déficit de gouvernance démocratique et le déficit de paix. L'absence d'égalité socio-économique et la pauvreté accentuent les conflits violents qui se manifestent par des protestations populaires et violentes.

Tout en ayant à l'esprit que les déficits de développement et de paix constituent une pièce importante du puzzle, l'accent sera mis sur l'importance de traiter les déficits de gouvernance démocratique, car ils se taillent la part du lion des causes structurelles des conflits violents. Le déficit de gouvernance démocratique a entravé le développement, compromis une paix durable et a été au cœur des conflits violents en Afrique. Le manque de bonne gouvernance, la corruption endémique, l'impunité, la violence électorale, les changements anticonstitutionnels de gouvernement, le manque d'engagement politique, les violations des droits de l'homme, le mépris de l'État de droit et de la justice, l'inégalité, l'exclusion, le manque de participation des citoyens et la mauvaise gestion de la diversité peuvent être mentionnés comme quelques physionomies d'un déficit de gouvernance démocratique.

Une gouvernance démocratique efficace peut être caractérisée par des institutions fortes et des systèmes de gouvernance réactifs qui facilitent des relations positives entre l'État et la société en fournissant des canaux indépendants et fiables entre les citoyens et leur gouvernement. Les partis politiques, les organes électoraux indépendants, le système judiciaire indépendant et une société civile forte jouent tous un rôle important pour contribuer aux processus de gouvernance démocratique qui maintiennent le contrat social et renforcent la confiance entre la société et le gouvernement. Une gouvernance démocratique efficace résout les problèmes de mécontentement croissant et de perte de confiance du public dans les institutions démocratiques et aborde les questions d'inclusion et de cohésion, tout en apportant une part équitable des dividendes de la démocratie. La construction d'une paix durable en Afrique nécessite un changement de paradigme, qui consiste à ne plus s'attaquer aux symptômes des conflits violents, mais à s'attaquer aux causes profondes de ces conflits en se concentrant sur la mise en place de systèmes de gouvernance démocratique fiables, renouvelés, formidables et surtout résistants.

Consciente de l'importance de la gouvernance démocratique comme fondement de la lutte contre les armes, l'Union africaine, lors de sa trente-quatrième Conférence des chefs d'État et de gouvernement tenue en juillet 2019 à Niamey, au Niger, a déclaré que le thème de 2020 serait « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique ». Par le biais de diverses activités et initiatives dans le cadre du thème de l'année, l'UA vise à rallier divers segments de la société africaine, notamment les organes, les institutions, les communautés économiques régionales (CER) et les États membres de l'UA, les organisations de la société civile, ainsi que les citoyens, y compris les jeunes, les femmes et les médias, afin de souligner le besoin urgent de combler les lacunes de la gouvernance démocratique sur le continent comme voie durable pour faire taire les armes et, en fin de compte, créer une Afrique prospère et pacifique.

Dans cette optique, les organes et institutions de l'Union africaine qui forment le Secrétariat de l'Architecture africaine de gouvernance (AGA) au nom de sa Plate-forme (AGAP) organisent le neuvième Dialogue de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance, qui aura lieu les 10 et 11 décembre 2020 et qui aura pour thème : « Faire taire les armes en construisant des démocraties résilientes et une gouvernance responsable en Afrique ».

JUSTIFICATION

Après l'indépendance, les pays africains ont enregistré des progrès considérables en matière de démocratisation et ont atteint une paix relative. Les valeurs intrinsèques et instrumentales de la démocratie ont été constatées, étant donné qu'au-delà de la création d'institutions démocratiques crédibles, transparentes et fortes, une réalisation relative des droits socio-économiques a été obtenue. Malgré cette évolution positive, le paysage de la paix et de la sécurité est toujours marqué par les conflits. En fait, les tendances en matière de conflits violents ont changé au fil des ans, car les recherches indiquent que la violence en Afrique est passée de coups d'État à la violence électorale, de batailles à des soulèvements violents et populaires, à des rébellions, à des protestations contre la prestation de services, à l'extrémisme violent et à la violence intercommunautaire.³ La Covid-19 a également choqué le monde entier et a posé des défis importants, paralysant les systèmes et les institutions des nations. Elle a également mis en évidence les défis de la gouvernance démocratique, autrefois invisible, stratifiée et transversale, en la magnifiant à l'œil nu. Elle a exacerbé les inégalités, créé une corruption endémique et a testé l'humanité jusqu'à ses limites.

Mais tout n'est pas sombre. Le bon côté des choses, c'est que la Covid-19 a renforcé la compassion et la camaraderie entre les nations africaines dans leur lutte pour l'annulation de la dette, a accéléré la courbe d'apprentissage, a favorisé la numérisation et a déclenché le besoin de sortir des sentiers battus. Cela a donné naissance à un large éventail d'idées novatrices, favorisant la flexibilité et l'adaptation dans tous les aspects de la vie. Hélas, le continent a toujours la responsabilité colossale de renverser la tendance des conflits violents qui l'agitent en pleine pandémie. La résolution des conflits en Afrique devrait être une priorité essentielle, mais, comme l'a montré l'année 2020, leur résolution nécessite un changement significatif de mentalité, une approche multidimensionnelle associée à une interrogation franche de la situation existante et un pivotement vers une solution plus holistique et durable.

On ne peut faire taire les armes qu'en faisant taire plusieurs maux du continent, et commencer par s'attaquer aux questions de gouvernance démocratique en tant que moteurs de conflits peut nous mener loin. Il est impératif d'investir dans des institutions de gouvernance démocratique capables de résister, efficaces, performantes et inclusives en faisant des investissements ciblés et intentionnels. En outre, une culture démocratique qui favorise l'apprentissage, l'adaptation et la flexibilité doit être mise en place pour créer des institutions démocratiques efficaces qui peuvent assurer un développement inclusif et une paix durable. Cela devrait se faire en coopération avec les institutions nationales, régionales et internationales afin de rattraper efficacement un monde en rapide évolution.

Le traitement de ces questions est donc au cœur de l'aspiration continentale à ne pas léguer à la prochaine génération un continent truffé de conflits. C'est dans cette optique que s'inscrit le neuvième Dialogue de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance en Afrique : Tendances, défis et perspectives sont organisés dans ce cadre. Il est prévu que le Dialogue de haut niveau offre un espace pour faire le point sur notre passé, identifier les défis et les opportunités, évaluer notre situation actuelle et, surtout, élaborer une stratégie pour notre avenir.

AXE THÉMATIQUE DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU 2020

Le Dialogue se concentrera sur les trois sous-domaines thématiques,

● LE PASSÉ

Évaluer l'état de la démocratie et de la gouvernance en tant que moteur structurel et proche du conflit. Les tendances continentales, régionales et nationales des conflits violents sont analysées, ainsi que l'impact politique, social et économique des conflits violents en Afrique.

● LE PRÉSENT

Les discussions porteront sur la création de systèmes de gouvernance démocratique résilients, capables de résister aux pressions et de rester pertinents dans un monde en mutation rapide.

- La première session de ce domaine thématique vise à faire comprendre clairement comment les dysfonctionnements des systèmes existants contribuent à la vulnérabilité aux conflits violents. La session approfondit les thèmes de la démocratie, des élections, de la corruption et de la mauvaise gestion de la diversité afin de tracer la ligne de démarcation entre les déficits de gouvernance démocratique et les conflits violents en Afrique.
- La deuxième session sur ce thème abordera le besoin d'adaptabilité, d'innovation, de redressement et de technologie pour assurer la résilience aux conflits par la construction d'un système démocratique plus fort et plus ancien et d'une gouvernance responsable.

● L'AVENIR

Les discussions seront tournées vers l'avenir et axées sur la recherche de solutions. L'avenir profitera de différentes recherches prospectives pour énumérer les mesures à prendre en vue de la campagne « Faire taire les armes à feu au-delà de 2020 ».

BUT ET OBJECTIF

L'objectif général du neuvième Dialogue de haut niveau est d'évaluer, d'identifier et d'explorer les facteurs normatifs et structurels qui permettent de parvenir à une paix durable en Afrique. Plus précisément, le Dialogue offrira une plate-forme pour partager des connaissances et des analyses fondées sur des données probantes et pour échanger des enseignements et des expériences comparables sur la manière de faire taire les armes, tout en élaborant des recommandations politiques pour faire face aux limites et aux défis actuels.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Les objectifs spécifiques du Dialogue sont les suivants :

- 1 Évaluer les progrès réalisés jusqu'à présent en identifiant les principaux obstacles et les causes ; Cartographier les tendances des conflits violents pour comprendre les tendances et les évolutions et évaluer les impacts socio-économiques et politiques des conflits violents en Afrique ;
- 2 Aborder la dynamique actuelle de la gouvernance démocratique en soulignant la nécessité d'une transformation pour créer un système de gouvernance démocratique résilient pour une paix durable ;
- 3 Discuter de l'avenir et recommander des mesures appropriées de réforme de la gouvernance dans le cadre de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits violents en Afrique ;
- 4 Mettre en évidence les initiatives innovantes, fondées sur des données, technologiques et de plaider pour améliorer la gouvernance démocratique sur le continent et contribuer à faire taire les armes dans les États membres de l'UA ;
- 5 Proposer des recommandations politiques et des solutions pratiques, ainsi que des mesures appropriées de gouvernance libre dans le cadre de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits violents en Afrique.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Le Dialogue de haut niveau 2020 devrait contribuer de manière significative à la réalisation des aspirations 3 et 4 de l'Agenda 2063 qui prévoit « Une Afrique de la bonne gouvernance, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'État de droit » et « Une Afrique pacifique et sûre ». Le Dialogue permettra également d'identifier les rôles spécifiques des États membres de l'UA, des communautés économiques régionales et des acteurs non étatiques pour contribuer à la campagne « Faire taire les armes ».

RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats suivants sont envisagés à l'issue des discussions :

- 1 Une (1) note d'information sur la politique à suivre, axée sur la discussion du Dialogue ;
- 2 Un (1) rapport de procédure qui sera largement diffusé par les médias traditionnels et nouveaux ;
- 3 Communiqués de presse ;
- 4 Interviews des médias ;

À PROPOS DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU 2020

Le neuvième Dialogue de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance est organisé sous les auspices de l'Architecture africaine de gouvernance (AGA) et servira de forum de réflexion sur le thème de l'année 2020 de l'UA « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique ». Les discussions lors du Dialogue se concentreront en particulier sur l'examen du thème dans le cadre normatif et juridique de l'agenda de l'UA en matière de paix et de sécurité en ralliant tous les acteurs pour contribuer au thème « Faire taire les armes en Afrique ».

Le Dialogue vise donc à fournir un espace franc, ouvert et inclusif pour les décideurs politiques, le secteur privé, les Groupes de réflexion, les universitaires et les praticiens afin d'interroger les impératifs politiques et pratiques qui constituent la pierre angulaire de la campagne « Faire taire les armes en Afrique ». En outre, le Dialogue se concentrera spécifiquement sur les actions et les recommandations appropriées en matière de gouvernance démocratique qui guideront les interventions étatiques et non étatiques aux niveaux national, régional et continental.

Dans cette optique, le Dialogue de haut niveau sera précédé par la consultation continentale des jeunes et un pré-forum sur le genre. Les résultats et les résolutions de ces consultations s'inscriront systématiquement dans les discussions du Dialogue et feront éventuellement partie des résultats.

MÉTHODOLOGIE

En raison de la pandémie de la Covid-19, le neuvième Dialogue se déroulera de manière virtuelle. Le Dialogue et les discussions seront menés par le biais de plusieurs stratégies interactives, notamment des discussions de Groupe animées à la télévision, des conversations avec des personnes de haut niveau, des interactions sur le marché et des forums pléniers. Les tables rondes seront conçues de manière à assurer un échange intergénérationnel, ainsi qu'un mélange de points de vue politiques et pratiques dans les conversations. En outre, le Dialogue de haut niveau comprendra des entretiens avec les médias, un solide engagement dans les médias sociaux et d'autres moyens innovants pour stimuler le débat avant et pendant le Dialogue, faire participer le public virtuel aux délibérations et diffuser les résultats du Dialogue.

DOCUMENTATION ET LANGUES DE TRAVAIL

Étant donné que le neuvième Dialogue de haut niveau se tiendra virtuellement, la documentation relative au forum de Dialogue sera partagée par voie électronique. Tous les documents du Dialogue de haut niveau et les mises à jour seront disponibles sur www.au.int/aga, @AUC_DPA @AGA_Platform @_AfricanUnion et sur Hashtags #DGTrends #Silencingtheguns.

La réunion se déroulera en anglais, arabe, français et portugais avec interprétation simultanée dans toutes les langues, tandis que la documentation sera fournie en français et en anglais uniquement.

LA PLATE-FORME AFRICAINE DE GOUVERNANCE

Créée en 2012, l'Architecture de gouvernance africaine (AGA) a été conçue comme un cadre de Dialogue entre les différentes parties prenantes ayant pour mandat de promouvoir et de renforcer la gouvernance démocratique en Afrique, telle qu'elle s'articule dans les différents instruments des valeurs conjointes de l'Union africaine. Sa création a été fondée sur la nécessité absolue de renforcer l'impact des interventions de l'UA et des CER dans la lutte contre les déficits de gouvernance sur le continent. Le Secrétariat est hébergé par le Département des affaires politiques en tant que Bureau de la Plate-forme de l'architecture de gouvernance africaine.

La Plate-forme africaine de gouvernance est le mécanisme institutionnel et interactif de l'AGA. Elle a pour mandat de rendre opérationnels et de coordonner les programmes et initiatives liés à la démocratie, aux élections, au constitutionnalisme, à l'état de droit, à la fonction et à l'administration publiques, à la décentralisation, à la lutte contre la corruption, aux droits de l'homme et à la justice transitionnelle. La plate-forme est composée de dix-neuf (19) organes, institutions et communautés économiques régionales (CER) de l'UA. À cet égard, la Plate-forme a la responsabilité de renforcer la capacité de ses parties prenantes à soutenir les États membres dans la promotion de la gouvernance démocratique. La Plate-forme comprend onze (11) organes et institutions de l'UA ayant un mandat en matière de droits de l'homme, de démocratie et de gouvernance, ainsi que les huit CER⁴

PARTICIPATION

Les principales parties prenantes qui participeront au Dialogue de haut niveau sont les suivantes :

- Chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'UA ;
- Anciens chefs d'État et de gouvernement ;
- Organes et institutions de l'UA ;
- Communautés économiques régionales ;
- Organisations de la société civile (OSC), y compris les réseaux de jeunes et les organisations de femmes ;
- Partenaires et agences de développement
- Secteur privé (multinationales et locales) ;
- Organisations et personnes philanthropiques ;
- Agences des Nations unies et autres institutions financières internationales et continentales (BAD, FMI, Banque mondiale)
- Médias ; et
- Institutions académiques et de recherche

PARTENARIAT

Le neuvième Dialogue de haut niveau est une initiative phare de la Plate-forme africaine de gouvernance créée pour favoriser le Dialogue entre les parties prenantes. Il sera convoqué conjointement par le Département des affaires politiques de la Commission de l'Union africaine, en tant que Secrétariat de l'AGA, et le bureau de la Plate-forme africaine de gouvernance (AGP), le Département de la paix et de la sécurité, en tant que responsable du thème de l'année, et d'autres parties prenantes concernées.

COORDONNÉES

Dr. Khabele Matlosa

Directeur des affaires politiques,
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba, Éthiopie
Courriel : matlosaK@africa-union.org
Tel: +251-11-518-2610 (DL)

Amb. Salah Hammad

Ag. Chef, Secrétariat AGA
Département des affaires politiques
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba, Éthiopie
Courrier électronique :
HammadS@africa-union.org
251-11-518-2625 (DL)

Mme. Makda Mikre Tessema

Experte en démocratie et gouvernance
Secrétariat de l'AGA
Département des affaires politiques
Commission de l'Union africaine
Courrier électronique :
MakdaM@africa-union.org
+251 – 911615083 (M)

Notes de fin de page

1 Aspiration 3 - Une Afrique de la bonne gouvernance, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit » et Aspiration 4 - « une Afrique pacifique et sûre ».

2 Institut de Heidelberg pour la recherche sur les conflits internationaux (HIIK), consulté en septembre 2020, <https://hiik.de/?lang=en>

3

4 Les 11 organes sont les suivants : le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS), la Commission de l'Union africaine, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP), le Parlement panafricain (PAP), le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption (AUABC), Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC), Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE), Commission de l'Union africaine sur le droit international (CUADI), Agence de développement de l'Union africaine (AUDA). Les CER sont notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)

AGENDA

PREMIÈRE JOURNÉE - 10 DÉCEMBRE 2020

INSCRIPTION- LA SALLE VIRTUELLE SERA OUVERTE À 12 H 30

OUVERTURE
HYMNE DE L'UA

13:00 h - MODÉRATEUR:
13:30 h ● Dr Khabele Matlosa, Directeur, Affaires politiques, CUA

MOTS DE BIENVENUE

- S.E. Mme Minata Samate Cessouma, Commissaire aux Affaires politiques, CUA
- L'Ambassadeur Baye Moctar Diop, Président du Sous-Comité sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance
- S.E. Amina Mohammad, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies

OUVERTURE OFFICIELLE

- S.E. Moussa Faki Mahamat, Président de la CUA

13:30 h - SÉANCE I - PANEL DE HAUT NIVEAU LE PASSÉ: **Traiter les causes profondes des conflits en**
14:15 h **Afrique - Reculer pour mieux se projeter.** La Séance discutera de l'état de la démocratie et de la gouvernance en tant que cadre et facteur déterminant des conflits Analyse des tendances nationales, régionales et continentales des conflits et évaluation des conséquences politiques, sociales et économiques des conflits violents en Afrique

MODÉRATEUR:

- L'Amb. Hadiza Mustapha, Conseiller du Président de l'Union africaine

INTERVENANTS:

- Le Professeur Eddy Maloka, Chef exécutif du Mécanisme africain d'évaluation par les Pairs (MAEP),
- Dr Jide Martyns Okeke, Coordinateur régional de Programme (PNUD)
- Dr. Paul-Simon Handy, Conseiller régional principal, Institut d'études de sécurité (ISS)
- Dr. Nompilo Ndlovu, chercheur en études sur la violence et la mémoire au sein du département d'études historiques de l'Université du Cap

DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

14:15 h -
14:20 h PAUSE-Pause-Vidéo

14:20 h - SÉANCE II **Le lien entre les dysfonctionnements des systèmes de gouvernance**
15:05 h **démocratique et les conflits violents.** Cette session a pour but d'établir le lien entre les dysfonctionnements des systèmes de gouvernance démocratique et les conflits violents en Afrique en examinant des questions telles que la démocratie, les élections, la corruption et la mauvaise gestion de la diversité.

MODÉRATEUR:

- S.E. Miarom Begoto, Président du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la lutte contre la corruption et sur la bonne gouvernance

INTERVENANTS:

- Idayat Hassan, directeur exécutif, CDD Nigeria
- M. Job Ogonda-OSF-AFRO, Conseiller principal, OSF- AFRO
- Prof. Cheryl Hendricks, chef du département de politique et de relations internationales, Université de Johannesburg
- M. David Onen, Administrateur politique principal, EAC

DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

15:05 h -
15:20 h

AFRICA TALKS: Contribution des jeunes à la Réflexion sur la gouvernance démocratique

INTERVENANTS:

- **S.E. Walaa Essam Elboushi**, Ministre de la Jeunesse et des Sports, Soudan

MODÉRATEUR:

- **Hagar Azzoz**, Chargé de projet, Secrétariat AGA

DEUXIÈME JOURNÉE: 11 DÉCEMBRE 2020

13:00 h -
13:45 h

SÉANCE III Construire la résilience, pierre après pierre: La séance discutera des questions importantes qui sous-tendent la création de systèmes de gouvernance démocratique résilients par le biais de l'inclusion, de la collaboration intergénérationnelle, du leadership flexible, l'innovation et la numérisation .technologique en vue de créer un système plus fort.

MODÉRATEUR:

- **L'Amb. Salah Hammad**, Chef par intérim du Secrétariat de l'AGA

INTERVENANTS:

- **Dr George Mukundi**, directeur général du groupe Maendeleo
- **S.E. Bineta Diop**, Envoyée spéciale, Jeunesse en paix et sécurité
- **Mme Nanjala Nyabola**, Auteur, Démocratie numérique, Politique analogique

DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

13:45 h -
14:00 h

AFRICA TALKS: Présentation officielle des lauréats du Concours Innovation des jeunes dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance Jeunes

MODÉRATRICE:

- **Mme Makda Mikre Tessema**, Experte en démocratie et gouvernance, Secrétariat de l'AGA

14:00 h -
14:45 h

SÉANCE IV BÂTIR L'AVENIR Mettre à profit la recherche prospective pour identifier les défis, les tendances et les possibilités en ce qui concerne la thématique Faire taire les armes à l'horizon 2020

MODÉRATRICE:

- **Mme Shuvai Busuman Nyoni**, Directrice, Centre pour le leadership africain

SPEAKERS:

- **Mr Ndongo Samba Sylla**, Author, Development Economist and Speaker
- **Dr Jackie Cilliers**, responsable de Futurs africains et Innovation en Afrique, Institut d'études de sécurité
- **Prof Migai Akech**, Chef d'Équipe, Rapport sur la gouvernance en Afrique, MAEP

DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

14:45 h -
15:00 h

PRÉSENTATION DU COMMUNIQUÉ FINAL DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

- **Rapporteur principal** - Dr. Chijoke Kelechi Iwumadi

15:00 h -
15:30 h

CLÔTURE

MODÉRATEUR:

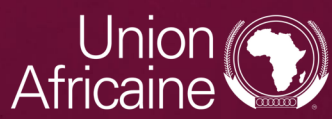
- **Dr Khabele Matlosa**, Directeur, Affaires politiques

MOT DE CLÔTURE

- **S.E. Smail Chergui**, Commissaire à la paix et à la sécurité, CUA

CLÔTURE OFFICIELLE

- **S.E Mme Minata Samate Cessouma**, Commissaire aux Affaires politiques, CUA



AGA
Architecture de la gouvernance en Afrique



FAIRE TAIRE
LES ARMES :

Créer des conditions propices
au développement de l'Afrique